



Organisation des Nations Unies pour  
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information  
du Secteur de l'éducation  
de l'UNESCO

# L'éducation AUJOURD'HUI

## QUAND LES JEUNES DÉLAISSENT LES SCIENCES

### AU SOMMAIRE

#### APPRENTISSAGES



De jeunes Bangladaises sur  
la voie de l'autonomie, p. 2

#### DOSSIER



L'enseignement des sciences  
a-t-il un avenir ? p. 4

#### EDUCATION POUR TOUS



La société civile  
prend la parole, p. 8

#### EN BREF



D'un continent l'autre, p. 10

Dans un monde de plus en plus tributaire des innovations scientifiques et technologiques, les jeunes se détournent de l'apprentissage des sciences, qu'ils jugent ardu et peu gratifiant. Un désamour récent qu'analyse notre dossier.

### ÉDITO

Imaginons un instant un monde où nous serions ignorants des notions de base concernant la pénurie d'eau, la pollution, la santé, les forêts ou les évolutions climatiques. Qui prendrait les décisions relatives à ces questions ? Qui influencerait les décideurs ? Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour entrevoir ce monde. Des études ne cessent de montrer que les jeunes sont moins intéressés aujourd'hui qu'hier par les filières scientifiques et technologiques. Ils privilégient des carrières où les salaires sont plus élevés et qui demandent moins de travail. Comme le rappelle le dossier de ce numéro, le nombre d'ingénieurs et de chercheurs diplômés baisse alors que notre époque réclame des avancées scientifiques et techniques. Les nations doivent prendre conscience que ces filières sont vitales mais aussi que chaque citoyen, homme ou femme, doit avoir des connaissances scientifiques élémentaires.

Comment redonner aux jeunes le goût des sciences ? Comment rendre les enseignements scientifiques plus attentifs au problème de la parité entre filles et garçons ? De nombreuses initiatives s'efforcent d'apporter des réponses. Deux secteurs de l'UNESCO, l'Éducation et les Sciences exactes et naturelles, mettent en œuvre un programme conjoint pour aider les décideurs, les experts qui conçoivent les enseignements et les professeurs à améliorer la qualité, la pertinence et l'attrait des enseignements scientifiques et technologiques, tout en les adaptant aux besoins des élèves et des enseignants. Cette démarche met l'accent sur l'adéquation des programmes au contexte socioculturel local. Les enseignements doivent être en résonance avec les questions qui intéressent la population, désertification, surpopulation, pollution, maladies, pénurie d'eau, manque de ressources énergétiques, etc.

L'éducation scientifique et technologique contribue à la réalisation de trois objectifs de l'Éducation pour tous : acquisition par les jeunes des compétences nécessaires dans la vie courante (objectif 3), élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement (objectif 5) et amélioration de la qualité globale de l'éducation (objectif 6). Elle doit surtout permettre d'assurer un développement durable. Il s'agit d'une nécessité, non d'un slogan.

Aïcha Bah Diallo

Sous-Directrice générale par intérim pour l'éducation

# De la parole à la lettre

Des Mauriciens jeunes et vieux apprennent l'écriture à partir de la langue qu'ils parlent, le créole.

« Un ami qui vit en Angleterre m'a inscrit à ce cours parce que je ne pouvais pas lui écrire pour lui raconter la vie ici. Sans lui, je serais resté ignorant », dit Jeewan Ramjeeawon, ouvrier agricole d'une trentaine d'années. Voici maintenant trois ans qu'il suit les cours de Ledikasyon pu travayer (l'éducation des travailleurs) à Grande-Rivière Nord-Ouest, près de Port-Louis, la capitale. Comme lui, des milliers de Mauriciens savent désormais lire et écrire en créole.

Né en 1976 de la rébellion des étudiants contre l'élitisme de l'enseignement, le programme Ledikasyon pu travayer a entrepris de réduire l'analphabétisme et de promouvoir le créole, parlé par les descendants des esclaves amenés de Madagascar et du Mozambique, ainsi que le bhojpuri, la langue des travailleurs indiens qui immigrèrent dans l'île à partir de 1835. Si un tiers de la population descend des esclaves et deux tiers des travailleurs indiens, tous les Mauriciens parlent le créole.

Les cours dispensés par Ledikasyon pu travayer sont adaptés à la vie quotidienne des élèves et sont axés sur la réflexion, l'expression orale, la lecture et l'écriture. « Les

apprenants racontent ce qu'ils vivent et leurs propos deviennent le texte que nous utilisons pour l'alphabétisation », explique un enseignant.

Au début de chacune des 30 leçons prévues par le programme, les élèves disent quelques phrases sur un sujet qui leur tient à cœur. Le professeur note celles-ci au tableau puis la classe essaie de les déchiffrer et les recopie. « Un jour, une femme a dit qu'elle voulait apprendre à lire et écrire pour pouvoir faire autre chose que de regarder les mouches voler quand elle serait vieille, raconte Veena Dholah, une enseignante. Cette phrase a suscité de longues discussions dans la classe. »

## Les mots essentiels

Les élèves passent ensuite à une liste d'une vingtaine de mots de base, « argent », « manger », « vote », « droits », « usine », « transports » ou « banque », par exemple. « Chacun dit ce qu'il sait sur ce mot puis nous repérons les syllabes et nous formons de nouveaux sons en utilisant les cinq voyelles, explique Veena Dholah. En partant du mot qui signifie 'argent', nous formons les syllabes ma, me, mo, mi, mu et na, ne, ni, no, nu, qui nous servent pour trouver d'autres

mots sur lesquels nous travaillerons pendant le reste du cours. » Certains manuels ont été rédigés par les enseignants eux-mêmes, d'autres par des organisations qui militent pour l'utilisation du créole.

Tous les apprenants ont quitté l'école en raison de problèmes familiaux ou financiers. Les années ne sont pas un obstacle : « On peut apprendre à tout âge », rappelle ainsi Parvatee Callychurn, ménagère âgée de 49 ans, qui compte parmi les nombreuses femmes inscrites dans le programme.

## Sur un pied d'égalité

Les participants aux cours s'assoient généralement en cercle et les activités sont organisées de telle sorte que tous soient sur un pied d'égalité, comme autour d'un foyer. La plupart des enseignants et des apprenants sont des femmes. On discute de problèmes locaux et internationaux, et de leurs effets sur la vie des gens ; les débats portent par exemple sur la santé, les droits de l'homme, le chômage et l'emploi, les privatisations, la mondialisation ou la démocratie.

Le programme forme chaque année 50 bénévoles qui consacrent une heure par semaine à l'animation de groupes. Les élèves, au nombre d'une centaine chaque année, versent 5 roupies (0,15 euro) par mois. Le programme tire d'autres revenus de l'édition d'ouvrages en créole rédigés par les enseignants ; son dictionnaire créole-anglais en est à sa quatrième édition.

« Je suis ravi quand les élèves viennent me raconter qu'ils ont enfin pu remplir des formulaires de banque ou écrire à des amis », raconte Georges Legallant, un enseignant de Ledikasyon pu travayer.

Le programme a été récompensé en 2004 par l'un des prix d'alphabétisation de l'UNESCO. La cérémonie de remise du prix a eu lieu le 8 septembre, lors de la Journée internationale de l'alphabétisation, qui se déroulait pendant la Conférence internationale sur l'éducation.

Contact : Namtip Aksornkool, UNESCO Paris  
e-mail : n.aksornkool@unesco.org



Ledikasyon pu travayer adapte les cours aux besoins des élèves.

# Sortir du piège de la pauvreté

Un projet de l'UNESCO s'efforce d'autonomiser les adolescentes dans les régions rurales du Bangladesh.

**A** 17 ans, Taslima est déjà une femme d'affaires avisée qui assure une partie des revenus de sa famille. Elle vit à Mahishmara, un village de la région de Madhupur, situé à 145 km de Dacca, la capitale du Bangladesh. Elle élève des volailles, confectionne des vêtements et maquille des femmes pour leur mariage.

Taslima est l'une des 1 000 adolescentes du Bangladesh qui ont participé à un projet de l'UNESCO visant à « rompre le cercle vicieux de la pauvreté parmi les femmes ». Ce projet, également présent en Inde, au Pakistan et au Népal, vise à autonomiser les jeunes filles en les alphabétisant, en leur donnant une formation professionnelle et en les initiant au micro-crédit. Les promoteurs du programme considèrent que ces personnes, âgées de 12 à 18 ans, pourront à l'avenir influencer sur l'évolution de la société et contribuer à l'élimination de la pauvreté.

Le besoin de changement est grand. Comptant plus de 140 millions d'habitants, le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés au monde. Plus de 83 % des habitants vivent avec moins de 2 \$ par jour et malgré les progrès considérables de l'éducation depuis 10 ans, 35 % des filles et des femmes demeurent analphabètes.

## Vaincre les résistances

« Le sort des adolescentes est encore pire que celui des femmes en général, explique Sayeeda Rahman, qui dirige l'équipe chargée du projet à l'UNESCO. A cet âge, elles sont souvent confinées chez elles et leurs activités se limitent aux tâches ménagères. »

Taslima sait d'expérience combien il est difficile d'échapper à la pauvreté. Pour participer au projet, elle a dû passer outre les réticences des villageois mais également se rebeller contre la décision de ses parents de la marier à 13 ans. Ayant suivi un enseignement primaire, Taslima a ensuite appris dans le cadre du projet la couture, la broderie, le maquillage pour les cérémonies de mariage, ainsi que des notions de santé, d'hygiène et de diététique. « J'ai aussi appris qu'il est très important d'établir un acte de mariage et de gagner sa vie », dit la jeune femme. Le



Dans un centre d'apprentissage communautaire de la région de Madhupur.

prêt initial de 3 000 takas (41 euros) qu'elle a contracté pour monter son entreprise est d'ores et déjà remboursé.

Deux organisations non gouvernementales, Nari Moitree et Dhaka Ahsania Mission, mettent en œuvre le projet lancé en juillet 2002. Sur 1 000 jeunes femmes qui en bénéficient actuellement, environ 700 vivent dans le district de Tangail et 300 dans celui de Narsindhi. Le projet a vu la création de 30 centres d'apprentissage communautaire dans 26 villages, grâce aux terres, aux dons divers et au travail fournis par la population. Les deux ONG ont formé du personnel apte à organiser et gérer les centres.

## A quand les évolutions sociales ?

Le centre baptisé Gyan Bigyan Kendro (« centre pour la connaissance et la science »), que Taslima a fréquenté, est une ruche bourdonnante d'activité. Des jeunes filles travaillent sur des machines à coudre, d'autres lisent les journaux, d'autres encore apprennent à lire et à écrire. Les adolescentes s'initient également à l'application de savoirs scientifiques à la vie quotidienne : on leur montre comment filtrer l'eau, fabriquer du compost et faire des conserves de légumes.

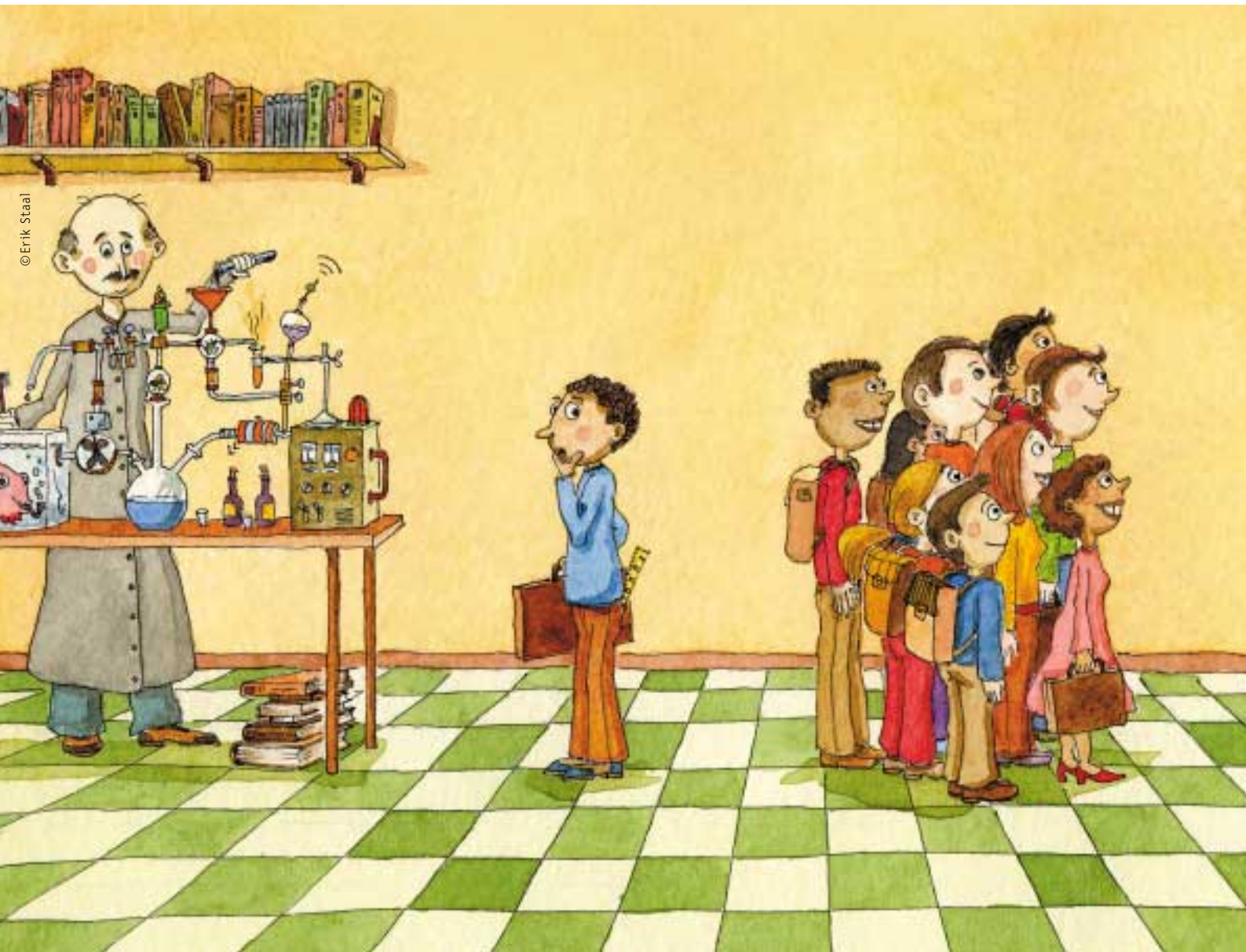
Toutes ont le même type de parcours. Elles viennent généralement de familles pauvres de petits agriculteurs ou d'ouvriers agricoles. Beaucoup ont quitté l'école avant la fin du primaire, pour travailler chez elles ou chez d'autres en étant peu ou pas rémunérées. Le projet leur ouvre de nouvelles perspectives. A l'issue de leur formation, la plupart d'entre elles, en particulier celles âgées de plus de 14 ans, contractent des emprunts pour lancer leur propre entreprise. Elles acquièrent rapidement leur autonomie.

Voilà pour le point positif. Hélas, la société n'évolue pas au même rythme, remarque Sayeeda Rahman. Quel avenir des jeunes filles indépendantes comme Taslima peuvent-elles espérer ? Celles qui osent s'affirmer trouveront-elles un mari et seront-elles acceptées par la société ? Celles qui ont amélioré les conditions de vie de leur famille seront-elles autorisées à quitter leur foyer pour se marier ? « Des projets tels que celui-ci n'obtiendront des résultats durables que s'ils s'accompagnent de réels progrès sociaux », conclut Sayeeda Rahman.

Contact : Sayeeda Rahman, UNESCO Paris  
e-mail : s.rahman@unesco.org

# Quand les jeunes délaissent

A l'heure où les sciences et les technologies connaissent des avancées sans précédent, dans l'enseignement secondaire et supérieur. On y aborde des sujets ennuyeux et trop



Le président de la Royal Society alertait voici peu les députés britanniques sur la baisse alarmante du nombre d'élèves passant les épreuves de mathématiques, de physique et de chimie à la fin des études secondaires, et optant pour ces matières à l'université. Cette désaffection s'observe dans les pays industrialisés tout comme dans les pays en dévelop-

pement. En fait, la plupart d'entre eux se heurtent à un désintérêt qu'ils n'avaient pas connu ces 30 dernières années. Selon l'OCDE, le nombre de scientifiques et d'ingénieurs diplômés s'amenuise au moment même où avancées scientifiques et innovations technologiques sont réclamées de toutes parts. Etrange paradoxe, si l'on pense qu'aucune période de l'histoire n'a été plus imprégnée

que le XX<sup>e</sup> siècle par les sciences exactes et naturelles, ni plus tributaire d'elles. Le problème concerne toute la société. Les patrons d'entreprises s'inquiètent de ne pas trouver de main-d'œuvre qualifiée, les universités et les centres de recherche de manquer de chercheurs, les responsables politiques de ne pas réussir à pourvoir les postes d'enseignants.

# Les sciences

les jeunes boudent les filières scientifiques abstraits, jugent-ils.



En outre, l'enseignement scientifique et technologique est plus nécessaire que jamais pour déchiffrer le monde. « De nos jours, les gens ont besoin de maîtriser un minimum de connaissances scientifiques et techniques pour comprendre l'univers qui les entoure, l'évolution du climat, la pollution, les organismes génétiquement modifiés, la pénurie d'eau et la biodiversité, par exemple »,

commente Orlando Hall-Rose, chef de la Section pour l'éducation scientifique et technologique de l'UNESCO. Enfin, l'enseignement des sciences forme au débat, à l'acceptation du doute, à la remise en question de dogmes, au respect de l'autre.

## D'autres repères

Mais pourquoi les jeunes se détournent-ils des sciences en classe ? Selon Svein Sjøberg, professeur en pédagogie des sciences à l'université d'Oslo et co-auteur du volume VIII de *Innovations in Science and Technology Education*<sup>1</sup>, les chercheurs et les ingénieurs ne sont plus, dans l'esprit des gens, ces héros qui faisaient de grandes découvertes, luttèrent contre l'obscurantisme et amélioraient la vie quotidienne par leurs trouvailles. « Cette image appartient à l'histoire, du moins dans les pays les plus développés », dit Svein Sjøberg. De nouvelles stars occupent le devant de la scène, footballeurs, acteurs et chanteurs célèbres et riches : « Le chercheur en blouse blanche dans son laboratoire, mal payé et travaillant dur, n'est plus un modèle pour bon nombre de jeunes d'aujourd'hui. »

Elèves et étudiants tendent donc à s'orienter vers des disciplines qu'ils considèrent comme moins exigeantes. Nyiira Zerubabel, secrétaire exécutif du Conseil national ougandais pour la science et la technologie, prédit un sombre avenir aux sciences dans son pays : « Dans une société dominée par le consumérisme, les jeunes privilégient d'autres formations, comme l'économie ou le commerce, moins difficiles et plus prometteuses en termes de salaire. »

Les sciences souffrent aussi d'être perçues comme abstraites. « Quand j'étais enfant, j'adorais les sciences car nous faisons des expériences en classe, nous partions en expédition pour étudier la nature, se souvient Orlando Hall-Rose. Maintenant c'est très livresque. ». Par ailleurs, « l'empressement des jeunes à utiliser les technologies nouvelles ne suscite pas chez eux l'envie

## Le train de l'avenir

« Je veux devenir chercheur ! », s'écrient les enfants en prenant force notes durant leur visite du Vigyan Rail, exposition scientifique itinérante installée dans un train qui parcourt l'Inde. Chaque wagon illustre un domaine particulier des sciences et des techniques (espace, océanographie, environnement, défense, énergie, santé, technologies de l'information) grâce à des affiches, des maquettes et des jeux.

Destinée à fêter le 150<sup>e</sup> anniversaire des premiers chemins de fer du pays, l'exposition abritée dans une dizaine de wagons a entrepris son tour de l'Inde en fin 2003. Le train fait halte pour deux à cinq jours à chacune des 56 étapes prévues. Parmi les visiteurs, prévenus par les médias locaux et par des affiches, on compte beaucoup d'étudiants et d'écoliers, qui reviennent parfois plusieurs fois. A chaque arrêt, des bénévoles fournissent des explications dans la langue de l'endroit : 10 langues principales sont effectivement parlées en Inde et pas moins de 4 000 dialectes.

Un effort particulier a été fait pour présenter les apports de grands scientifiques indiens depuis 4 500 ans, comme l'invention du zéro. Des portraits de femmes scientifiques sont aussi exposés dans l'espoir d'attirer les filles vers les sciences.

L'exposition a été conçue et réalisée sous la houlette de Vigyan Prasar, organisation créée en 1989 par le ministère de la Science et de la technologie, et investie d'une mission de vulgarisation. « Le résultat a dépassé nos espérances, se réjouit Vinay B. Kamble, directeur de Vigyan Prasar. Nous accueillons entre 25 000 et 30 000 visiteurs par jour. » Dix-huit ministères ont participé à ce projet qui a pour objectif de « réhabiliter les carrières scientifiques aux yeux des jeunes », dit Vinay Kamble.

Pour en savoir plus : [www.vigyanrail.com](http://www.vigyanrail.com) et [www.vigyanprasar.com](http://www.vigyanprasar.com)

# Quand les jeunes délaissent les sciences

→ d'étudier les disciplines à l'origine de ces technologies », précise Svein Sjøberg. Ainsi, les pays qui rencontrent le plus de difficultés à recruter dans les filières scientifiques et technologiques sont précisément ceux où les étudiants font grand usage du téléphone portable, de l'ordinateur et de l'Internet.

## Un apprentissage mécanique

Cette impopularité est partiellement imputable aux insuffisances des programmes et des manuels qui conduisent à un apprentissage purement mécanique, sans permettre une réelle compréhension des notions utilisées. L'enseignement dans le secondaire prend trop souvent la forme de cours magistraux, avec peu de travaux pratiques. Quand des expériences sont réalisées en classe, c'est généralement par l'enseignant, les élèves étant réduits au rôle de spectateurs. L'acquisition d'une démarche intellectuelle proprement scientifique est abandonnée au profit de l'apprentissage de définitions et de procédés standard. « Beaucoup de gens pensent que les 'vraies sciences' n'existent que dans des laboratoires équipés de matériel de pointe extrêmement coûteux, et non

dans les choses ordinaires de la vie quotidienne », estime ainsi Joseph P. O'Connor, co-auteur du volume VIII de *Innovations in Science and Technology Education*<sup>1</sup>.

Si l'on veut que l'enseignement scientifique et technologique réponde aux besoins des apprenants, il importe de savoir ce qui les intéresse. Une étude portant sur 10 000 collégiens de 13 ans, habitant dans 21 pays du Nord et du Sud, a montré que garçons et filles aiment des thèmes tels que la vie sur d'autres planètes, les ordinateurs, les dinosaures, les tremblements de terre et les volcans. Ils sont par contre moins curieux de sujets quotidiens comme les plantes, la transformation des denrées alimentaires, les détergents et le savon. Ce constat va à l'encontre de l'idée selon laquelle les jeunes préféreraient les sujets concrets. La même étude révèle que les enfants des pays en développement s'intéressent à tout, sans doute parce qu'ils perçoivent l'éducation comme un luxe et un privilège.

Susciter l'enthousiasme des jeunes pour les sciences demande un effort de la part des enseignants, généralement mal formés et

qui, souvent, n'ont eux-mêmes pas étudié ni apprécié ces matières lorsqu'ils étaient sur les bancs de l'école. Dans leur classe, les professeurs se trouvent face à des élèves qui connaissent parfois mieux qu'eux les technologies de l'information et de la communication tout en n'ayant aucune idée des lois de la physique qui les régissent. Un savoir partiel, qu'il faudrait mettre à profit.

## Allez les filles !

Relancer l'intérêt pour les études scientifiques suppose aussi de s'attaquer à l'image stéréotypée des rôles masculins et féminins. Les professions scientifiques comptent parmi les carrières qui souffrent le plus de ces idées toutes faites et encourager les vocations féminines passe donc aussi par le combat contre ces représentations. C'est ce que fait par exemple l'association pour la formation des femmes aux mathématiques et aux sciences en Afrique (Female Education in Mathematics and Science in Africa, ou FEMSA). Cette ONG africaine se propose d'améliorer la participation et les résultats des filles dans les matières scientifiques et technologiques, pour le primaire comme le secondaire. Elle a créé des centres nationaux qui contribuent au renforcement des capacités du corps enseignant et offrent un espace de réflexion aux scientifiques femmes. Elle organise également des clubs et des stages pour les filles, des concours et des expositions.

Des études menées par la FEMSA ont montré que les filles s'approprient mieux les connaissances scientifiques lorsque l'enseignement est concret. Un bilan du programme de la FEMSA en Tanzanie a révélé qu'en cinq ans, le nombre de filles du secondaire inscrites dans les matières scientifiques a beaucoup augmenté. L'évolution est spectaculaire : « Les filles ont trouvé leur place dans les cours de sciences, elles en sont toutes étonnées, lit-on dans ce rapport. Leur visage s'illumine, elles rient en comparant leur confiance nouvelle avec la perspective d'échouer qui était la leur voici quelques années. » Ces observations valent pour l'ensemble des 11 pays participant au programme de la FEMSA, dit Joseph O'Connor.

Le manque d'intérêt pour les sciences se retrouve à l'échelon des gouvernants. « Nombreux sont les ministres de l'Éducation qui ne disposent pas des informations

Les élèves du collège Ben Zakour, au Maroc, séduits par la science.



© UNESCO/AS Pnet/Ahmed Outmani

→ concernant les innovations dans le domaine de l'enseignement des sciences », souligne Wataru Iwamoto, directeur de la Division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel de l'UNESCO. Il en résulte que beaucoup de pays n'ont tout simplement pas de politique en matière d'enseignement scientifique.

### Quelques lignes directrices

Les gouvernements s'appuient de plus en plus sur les recommandations de deux conférences internationales, la Conférence mondiale sur la science (Budapest, Hongrie, 1999) et la Conférence internationale d'experts sur l'enseignement des sciences, des technologies et des mathématiques (Goa, Inde, 2001). Plus de 60 pays suivent ces recommandations, ainsi que les principes directeurs pour l'enseignement scientifique et technologique dans le secondaire, formulés par l'UNESCO en 2003.

L'UNESCO encourage en outre les divers acteurs nationaux de l'enseignement à rendre leurs programmes et leurs méthodes pédagogiques plus attrayants et mieux adaptés aux besoins et aux attentes des élèves. Ainsi, l'Organisation suscite des réunions de travail interdisciplinaires entre les universités, les associations d'enseignants, les académies et les décideurs, afin d'amorcer un vrai dialogue. Cette initiative a déjà été mise en œuvre dans des pays tels que la Bolivie, le Cambodge, le Ghana, le Mali, la Roumanie et le Viêt Nam.

La même idée guide les conférences régionales que l'UNESCO organise actuellement. La conférence pour l'Amérique latine et les Caraïbes est prévue au Pérou, en novembre 2004, celle pour l'Asie et le Pacifique se déroulera en Chine, en décembre 2004. Elles seront un lieu de débat et permettront d'établir des mécanismes de coopération. Le Réseau international des fonctionnaires chargés de l'enseignement des sciences et de la technologie (INGOSTE), fondé par l'UNESCO en 1999, est un autre exemple des liens que l'Organisation s'efforce de créer entre les acteurs de l'enseignement scientifique.

Dans le monde entier, des pays comme le Portugal, la Namibie, le Nigéria, la Malaisie et d'autres encore tentent d'améliorer l'enseignement scientifique et technologique à tous les niveaux, notamment par la forma-

## La main à la pâte

Apprendre en faisant ses propres expériences, tel est est l'un des principes du mouvement La main à la pâte, auquel se sont ralliées des écoles primaires du monde entier. L'objectif est d'insuffler aux enfants la passion de la découverte dès leur plus jeune âge. La méthode suivie consiste à partir des questions des enfants pour les aider à formuler des hypothèses, à les discuter, à noter leur raisonnement et leurs conclusions, bref à stimuler leur curiosité et leur désir d'apprendre.

Le mouvement s'inspire du travail de l'Américain Leon Lederman, prix Nobel en 1988, qui a élaboré dans les écoles des quartiers pauvres de Chicago un enseignement scientifique basé sur le questionnement (Inquiry-Based Science Education). Trois physiciens français, Georges Charpak (prix Nobel 1992), Pierre Léna et Yves Quéré ont repris cette idée et créé La main à la pâte en 1996.

L'expérience dépasse d'ailleurs le domaine des sciences. « L'un des résultats les plus marquants relatés par les instituteurs concerne les progrès des enfants en expression orale et écrite », souligne Yves Quéré. Le phénomène a également été constaté par la chimiste Rosa Deves, directrice adjointe du programme chilien ECBI\*, qui applique depuis peu la même méthode. « Les enfants notent leurs idées et les résultats de leurs expériences dans un journal et progressent ainsi dans la maîtrise du langage », explique-t-elle.

Ce programme associe des enseignants et des scientifiques, à l'instar de programmes similaires en Afghanistan, au Brésil, au Cambodge, en Chine, en Malaisie, au Maroc et au Sénégal, mais aussi depuis peu des parents. Les enseignants sont formés par des stages pratiques dans les écoles. Cette méthode pédagogique se répand vite et un site Internet ([www.mapmonde.org](http://www.mapmonde.org)) a été créé pour favoriser les échanges d'idées. La toute nouvelle bibliothèque d'Alexandrie hébergera bientôt un site miroir de celui de La main à la pâte ([www.irnp.fr/lamap](http://www.irnp.fr/lamap)), en arabe. Une décision de son directeur, Ismail Serageldin, dont Yves Quéré se réjouit.

\*Le Programa de Educación en Ciencias basada en la Indagación para la Enseñanza Básica (ECBI Chile) a été lancé en 2003 par l'Académie des sciences du Chili, le ministère de l'Éducation et la Faculté de médecine de l'université du Chili.

tion des professeurs et la définition des programmes. L'Association chinoise pour la science et la technologie propose ainsi des formations et des échanges qui bénéficient à 4,3 millions de personnes. En Malaisie, plus de 6 000 éducateurs ont reçu une formation assurée par le Centre régional pour l'enseignement des sciences et des mathématiques. On peut citer aussi le projet de recherche internationale comparée baptisé ROSE<sup>2</sup> (Relevance of Science Education, ou « pertinence de l'enseignement scientifique »), qui met en lumière, dans une quarantaine de pays, le rôle de l'apprentissage scientifique et technologique.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Si l'Union européenne veut porter d'ici à 2010 les dépenses de recherche et de développement à 3 % de son PIB, il lui faudra recruter environ 700 000 chercheurs. Aux États-

Unis, la National Science Foundation estime que les emplois de chercheurs et d'ingénieurs augmenteront trois fois plus vite entre 2000 et 2010 que l'offre nationale d'emplois. D'où viendront ces scientifiques ? La population féminine offre un réservoir de compétences en grande partie inutilisé. Au-delà d'une juste revendication de parité, il y a là une chance à saisir. ●

1. Paris, Editions UNESCO, 2003, 16,50 euros. Pour commander l'ouvrage : [upo.unesco.org](http://upo.unesco.org).

2. Pour en savoir plus : [www.ils.uio.no/forskning/rose](http://www.ils.uio.no/forskning/rose).

## Les voix du peuple

La société civile joue un rôle de plus en plus important dans l'éducation. Non sans difficulté.



Des enfants du Costa Rica défendent leur avenir.

On ne compte plus les pays où la société civile exerce une réelle influence sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives. Ainsi, l'adoption de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire par le gouvernement kényan, en 2003, doit beaucoup au travail acharné d'Elimu Yetu, groupe de pression réunissant des organisations de la société civile. E-Net, réseau philippin fédérant une centaine d'ONG, utilise l'Internet pour suivre la politique nationale en matière d'éducation. Au Brésil et au Salvador, les organisations de la société civile examinent de près les dépenses publiques pour l'enseignement.

Ces exemples sont légion. Les ONG donnent une voix aux groupes marginalisés et leur permettent de demander un enseignement accessible et de qualité ; elles font pression sur les gouvernements et les organismes internationaux ; elles expérimentent des façons nouvelles d'enseigner, aux populations pauvres en particulier.

Selon Desmond Bermingham, haut conseiller pour l'éducation au ministère britannique de la Coopération, l'action des ONG au Royaume-Uni a placé l'enseignement au rang des grandes priorités politiques. Le Forum mondial sur l'éducation, organisé en 2000, a beaucoup accéléré une évolution générale dans cette direction, en exhortant les

gouvernements à faire de la société civile un partenaire dans toutes les étapes de la planification et de la mise en œuvre de l'enseignement. De son côté, l'UNESCO a apporté un souffle nouveau à la Consultation collective des ONG, sa structure destinée à faciliter les partenariats avec les ONG, en élargissant son domaine d'action aux problèmes de l'éducation pour tous. Ce réseau compte aujourd'hui plus de 650 organisations.

« Certes, la société civile est très présente dans bon nombre de pays mais elle ne constitue pas encore un interlocuteur à part entière dans la définition des politiques éducatives au plan national », explique Suzanne Schnuttgen de l'UNESCO. Les participants à la réunion du Groupe de travail sur l'EPT (voir p. 9) ont ainsi appris que l'engagement de la société civile est total au plan international mais inégal au niveau national.

### Devenir partenaires

Ce décalage s'explique par le fait que les organisations de la société civile n'ont pas toujours les compétences nécessaires pour intervenir auprès des pouvoirs publics. Des projets de renforcement des capacités visent à combler cette lacune. Ainsi, un programme financé par l'UNESCO forme des personnes appartenant à des organisations de 11 pays d'Afrique subsaharienne. En Tanzanie, le programme a abouti à la réalisation de kits de formation sur les thèmes suivants : élaboration des politiques éducatives, conception des projets, définition des programmes, méthodes pédagogiques ; ce matériel est en cours de traduction en swahili. Aujourd'hui, 25 élèves peuvent

devenir formateurs à leur tour ; l'effet boule de neige devrait permettre de former près de 500 personnes pour l'année à venir.

Mais tout ne repose pas sur les compétences des membres des ONG. Salum Mnjagila, coordonnateur de l'EPT en Tanzanie, estime ainsi que les gouvernements doivent exercer un contrôle moins strict sur l'enseignement et qu'il faut encourager la communication et la transparence, créer des structures facilitant le dialogue et favoriser l'émergence d'une culture de la démocratie.

Contact : Fabiana Chianese, UNESCO Paris  
e-mail : [f.chianese@unesco.org](mailto:f.chianese@unesco.org)  
site Internet : [www.unesco.org/education/nfe](http://www.unesco.org/education/nfe)

## 3 questions à

### Entretien avec le coordonnateur Réseau africain pour l'Education

#### 1 La société civile est devenue un véritable partenaire du mouvement en faveur de l'éducation pour tous. Est-ce vrai partout ?

Dans bon nombre de pays du Sud, le rôle des organisations de la société civile se limite à dispenser un enseignement non formel. La plupart des gouvernements les assimilent à des exécutants et non à des partenaires intervenant dans la définition des politiques éducatives.

#### 2 Comment peut-on les aider à jouer un rôle plus significatif ?

En premier lieu, il faut leur donner leur place dans l'ensemble du processus éducatif. En deuxième lieu, il faut créer un espace de dialogue permanent entre gouvernements et organisations de la société civile au sens le plus large du terme. Enfin, il faut que ces organisations, les organismes internationaux et les gouvernements puissent partager leurs expériences. Si les gouvernements gardent pour eux leur savoir-faire en matière d'élaboration des programmes, de suivi et d'évaluation, les organisations de la société civile ne pourront jamais devenir de véritables partenaires dans ces domaines.

## Passerelles pour l'avenir

L'un des buts du Groupe de travail sur l'Éducation pour tous, réuni à Paris les 20 et 21 juillet, était d'instaurer des liens plus étroits entre les initiatives relevant de l'Éducation pour tous et celles visant à réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement. Cette réunion a mobilisé un nombre record de participants : ils étaient près d'une centaine, représentant des gouvernements, des coordonnateurs nationaux de l'EPT, des organismes bilatéraux et multilatéraux et la société civile. Le secteur privé était représenté pour la première fois.

« Il est fondamental d'établir des liens entre les institutions et les organisations responsables de ces initiatives, estime Abhimanyu Singh, directeur de la Division de la coordination internationale et du suivi de l'Éducation pour tous. Les progrès des uns profitent aux autres. »

Le fait d'associer à cette réunion des membres de l'équipe chargée des Objectifs du millénaire pour le développement relatifs à l'éducation et à l'égalité entre les sexes a aussi permis d'intégrer toute une série de nouveaux acteurs, tels que des fondations, une banque d'affaires et des centres de recherche, lesquels ont eux-mêmes amené leurs propres réseaux et publics. « Cette pléthore d'initiatives internationales peut en étonner certains. Ils doivent savoir que ce type de réunion permet aux responsables de toutes ces actions de se parler », explique Abhimanyu Singh.

**Pour en savoir plus :**  
[www.unesco.org/education/efa/fr](http://www.unesco.org/education/efa/fr)

**Contact :** Abhimanyu Singh, UNESCO Paris  
**e-mail :** [abh.singh@unesco.org](mailto:abh.singh@unesco.org)

## Autour du monde

→ Les coordonnateurs nationaux de l'EPT des pays francophones d'Afrique ont examiné l'état d'avancement des plans pour l'EPT de leurs pays respectifs, à Dakar, du 28 juin au 2 juillet. La plupart de ces pays ont besoin d'une aide technique pour appliquer leur plan et l'intégrer au cadre plus large des politiques de développement.

→ A l'occasion d'un atelier organisé à Paris du 21 au 24 juillet, l'UNESCO a lancé un nouveau projet visant à aider les pays à renforcer leurs politiques d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans le cadre de l'EPT. Le projet s'efforcera entre autres de renforcer les capacités de la recherche afin d'analyser les rapports entre l'alphabétisation, différentes variables socio-économiques et la situation respective des hommes et des femmes. Neuf pays participent à la première phase du projet, le Burkina Faso, le Bhoutan, le Mali, le Maroc, la Namibie, le Népal, le Nicaragua, le Sénégal et la Thaïlande.

→ Une centaine de fonctionnaires de ministères de l'Agriculture et de l'Éducation, ainsi que des organisations de la société civile ont débattu de l'éducation des populations rurales en Amérique latine, à Santiago, du 3 au 5 août. Organisée par l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette réunion a permis d'adopter un plan d'action régional pour l'éducation des populations rurales.

→ La troisième Conférence des provideurs africains, qui s'est tenue à Nairobi du 23 au 27 août, a réuni près de 600 délégués de pays africains anglophones. Les participants se sont interrogés sur la difficile généralisation d'un enseignement de qualité en Afrique.

→ Lors d'une réunion organisée à Santiago le 27 août, les ministres latino-américains de l'Éducation ont pris connaissance du premier numéro du nouveau bulletin d'information sur le Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC). Ce bulletin paraîtra trois fois par an, en anglais, espagnol et portugais.

## Gorgui Sow

régional de la Campagne du pour tous (ANCEFA).

**3 Les gouvernements sont tenus pour responsables de leur action en faveur de l'éducation pour tous. Quid de la société civile ?**

Les groupes de la société civile doivent assumer la responsabilité de leurs budgets et de leurs programmes. S'ils échouent sur ce plan, comment pourraient-ils demander des comptes aux gouvernements ? Mais, là encore, la question des moyens est capitale. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile est impératif. Un certain nombre de projets de formation ont vu le jour en Afrique et en Asie pour concrétiser cette idée. Dans certains pays, ces organisations participent peu au processus de l'EPT et ne sont donc guère en droit de demander des comptes aux pouvoirs publics et aux partenaires internationaux.

## Éducation à la une

Les journalistes sont souvent désespérés lorsqu'ils doivent écrire un article sur l'éducation. Maîtriser des questions telles que les budgets de l'éducation ou la carte scolaire peut s'avérer ardu. *Education Makes News* (« l'éducation fait parler d'elle ») est un nouveau kit de formation réalisé par l'UNESCO pour aider les journalistes à parler de façon pertinente et intéressante de l'Éducation pour tous. Grâce à cet outil, les professionnels de la presse et de l'audiovisuel peuvent apprendre à construire des récits intéressants à partir de statistiques arides et contribuer ainsi à mettre l'EPT sous les projecteurs de l'actualité.



Cet outil peut également servir aux décideurs, aux responsables locaux, aux militants et à toute personne voulant promouvoir les objectifs de l'EPT.

Le kit contient des ressources documentaires sur quantité de sujets relatifs à l'éducation, et offre aux formateurs les éléments nécessaires pour organiser un atelier complet (programme détaillé de cours, exposés préparés, etc.).

**Le kit peut être téléchargé à l'adresse suivante :**  
[www.unesco.org/webworld/portal/download/mtk/cdrom.iso](http://www.unesco.org/webworld/portal/download/mtk/cdrom.iso)  
(taille du fichier : 486 Mo ; durée du téléchargement avec une connexion normale : 4 h)

**Pour obtenir la version papier, s'adresser à Hara Padhy, UNESCO Paris, e-mail :** [h.padhy@unesco.org](mailto:h.padhy@unesco.org)

## L'éducation des adultes vue d'Afrique

African Perspectives on Adult Learning est une collection nouvelle et novatrice de manuels destinés aux futurs éducateurs d'adultes en Afrique. Les ouvrages placent le contexte africain au cœur de l'enseignement à destination des adultes et mettent en relief l'importance des philosophies africaines, des systèmes de savoir locaux, des traditions et des cultures autochtones. « Le marché n'offre actuellement rien de comparable », indique Adama Ouane, directeur de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE).

La collection traite des effets du colonialisme, des luttes pour l'indépendance, du néocolonialisme et de la mondialisation. Elle illustre également les politiques et les pratiques

qui caractérisent l'éducation des adultes à travers le continent.

Les professeurs des universités et des établissements de formation des enseignants seront invités à utiliser les manuels dans leurs cours introductifs. « Il faut faire passer le mot afin que les formateurs d'éducateurs d'adultes puissent adopter ces ouvrages dès l'an prochain dans leurs cours, leurs séminaires ou leurs ateliers », souligne Adama Ouane.

Les cinq premiers titres seront disponibles en mars 2005. La collection est publiée par l'IUE et Pearson Education South Africa, en collaboration avec l'Institut pour la coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes et l'université du Botswana.

**Contact : Unité des publications et de l'information de l'IUE • e-mail : uie-pub@unesco.org**

droits de l'homme dans les programmes d'enseignement. « Ce voyage d'étude s'inscrit dans nos efforts pour renforcer les capacités irakiennes en matière d'enseignement », dit Jaya Conhye-Soobrayen de l'UNESCO.

Le Maroc et la Thaïlande ont tous deux lancé de vastes réformes pédagogiques en 1999, expériences dont les fonctionnaires irakiens ont retiré des enseignements, en particulier pour ce qui concerne la définition des programmes et la réalisation des manuels. Dans leurs entretiens avec les fonctionnaires du ministère marocain de l'Éducation, « ils ont manifesté un vif intérêt pour la question de la violence et la façon dont l'éducation à la paix et à la citoyenneté peut être intégrée dans les programmes et les manuels irakiens », ajoute Jaya Conhye-Soobrayen.

Depuis le lancement par l'UNESCO de son projet de manuels pour l'Irak, en juin 2003, près de neuf millions de manuels de mathématiques et de sciences pour le primaire et le secondaire ont été révisés, imprimés et distribués. Le projet forme également des Irakiens dans ces trois domaines, révision des manuels, impression et distribution.

**Contact : Jaya Conhye-Soobrayen, UNESCO Paris e-mail : j.conhye-soobrayen@unesco.org**

## Accueillir les tout petits

En dépit d'une très forte demande, la prise en charge et l'éducation des jeunes enfants au sein de structures collectives restent un privilège dans la plupart des neuf pays à forte population, dits de l'E-9, à savoir le Bangladesh, le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria et le Pakistan.

Selon un rapport récent sur la petite enfance dans les pays de l'E-9, publié en anglais sous le titre *Early Childhood Care and Education in E-9 Countries: Status and Outlook*, seulement 32 % des enfants d'âge préscolaire sont inscrits dans des structures éducatives. « On estime que le besoin de systèmes de garde et d'éducation pour les jeunes enfants des pays de l'E-9 est énorme et va continuer à croître », signale Soo Hyang Choi de la Section de la petite enfance et de l'éducation intégratrice de l'UNESCO.

C'est au Mexique que l'éducation pré-primaire est la plus développée, accueillant 76 % des enfants de plus de trois ans ;

viennent ensuite le Brésil (55 %), la Chine (39 %), l'Inde (29 %), l'Indonésie (19 %), le Nigéria (18 %), l'Égypte (10 %) et le Pakistan (8 %). Bien que les données précises soient rares, le rapport signale que dans certains pays, l'accueil de la petite enfance est assuré pour l'essentiel par le secteur privé.

Soo Hyang Choi fait observer que l'évolution démographique offre des perspectives incontestablement favorables aux gouvernements de ces pays. Les femmes ont moins d'enfants et ceux-ci ont plus de chances de vivre. Ainsi, à l'avenir, les tout petits seront à la fois moins nombreux et en meilleure santé.

**Contact : Soo Hyang Choi, UNESCO Paris e-mail : sh.choi@unesco.org**

## L'Irak révisé ses manuels

En juin dernier, sept hauts fonctionnaires du ministère irakien de l'Éducation se sont rendus au Maroc et en Thaïlande pour étudier les réformes entreprises par les deux pays ainsi que les moyens d'intégrer les

## Contre le dopage

Koichiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, a rendu public l'avant-projet de convention internationale contre le dopage sportif au mois d'août, alors que se déroulaient les Jeux olympiques d'Athènes, en Grèce.

L'avant-projet a été envoyé pour examen aux 190 États membres de l'Organisation. Cette convention sera le premier texte à fixer des normes mondiales en matière de dopage sportif ; elle a été préparée en moins de deux ans par des représentants de gouvernements, des juristes et des spécialistes du sport.

Le projet de convention sera ensuite examiné par la quatrième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS IV), prévue à Paris du 6 au 8 décembre 2004. Il sera enfin soumis à la 33e Conférence générale de l'UNESCO, en octobre 2005, en vue de son adoption avant les Jeux olympiques d'hiver de 2006, qui se dérouleront à Turin, en Italie.

**Contact : Kevin Thompson, UNESCO Paris e-mail : k.thompson@unesco.org**

## Le bel avenir des formations professionnelles

Des pays de plus en plus nombreux s'efforcent d'instaurer le dialogue entre les organismes d'enseignement professionnel et les entreprises, afin que celles-ci puissent trouver les travailleurs qualifiés dont elles ont besoin. Dans le monde, six pays sur dix ont mis sur pied des programmes conçus pour accroître la présence des femmes et des filles dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ; plus de la moitié des pays proposent des cours du soir ou des formations à temps partiel, destinés aux personnes qui travaillent.

Ce sont là quelques conclusions d'une étude mondiale menée par l'UNESCO pour évaluer le bénéfice que les pays ont retiré du Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel, réuni voici cinq ans à Séoul, en Corée-du-Sud, ainsi que de la Recommandation révisée sur l'EFTP, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2001.

Les résultats de cette recherche seront présentés à la réunion internationale portant sur « l'apprentissage pour l'emploi, la citoyenneté et le développement durable », qui se tient du 25 au 28 octobre 2004 à Bonn, en Allemagne. « Les pays industrialisés comme les pays en développement s'efforcent de se doter d'une main-d'œuvre compétitive et flexible, afin de profiter des possibilités qu'offre la mondialisation », résume Mohan Perera, chef de la Section de l'EFTP à l'UNESCO.

La réunion se penchera également sur le rôle de l'EFTP dans le développement durable. Selon Rupert Maclean, directeur du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, les économies doivent être innovantes, compétitives et productives, mais en faisant preuve d'intelligence : « Nos économies s'effondreront si nous négligeons les impératifs environnementaux. Il faut développer des systèmes économiques durables et souples. »

**Contacts : Rupert Maclean, UNESCO-UNEVOC**  
e-mail : [r.maclean@unevoc.unesco.org](mailto:r.maclean@unevoc.unesco.org)  
**Mohan Perera, UNESCO Paris**  
e-mail : [m.perera@unesco.org](mailto:m.perera@unesco.org)

**Sites Internet : [www.unesco.org/education/fr](http://www.unesco.org/education/fr) et [www.unevoc.unesco.org](http://www.unevoc.unesco.org)**

### OCTOBRE

5

Journée mondiale des enseignants

27-30

Réunion des coordonnateurs nationaux du Projet environnemental du Sud-Est méditerranéen (SEMEP), et exposition • Organisé par l'UNESCO et l'université de Gênes • Gênes, Italie  
Contact : Dileep Bhagwut, UNESCO Paris, [d.bhagwut@unesco.org](mailto:d.bhagwut@unesco.org)

### NOVEMBRE

8-10

Quatrième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous. Organisé par l'UNESCO • Brasilia, Brésil  
Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris, [abh.singh@unesco.org](mailto:abh.singh@unesco.org)

15-19

Forum international des jeunes sur la traite négrière transatlantique, intitulé « La diaspora africaine à l'honneur » • Organisé par l'UNESCO Port of Spain, Trinité-et-Tobago  
Contact : Jean O'Sullivan, UNESCO Paris, [j.osullivan@unesco.org](mailto:j.osullivan@unesco.org)

15-19

Atelier régional pour l'instauration d'un dialogue entre chercheurs et enseignants des sciences en Amérique latine et dans les Caraïbes Organisé par l'UNESCO et le gouvernement péruvien (CONCYTEC) Lima, Pérou • Contact : Orlando Hall-Rose, UNESCO Paris, [o.hall-rose@unesco.org](mailto:o.hall-rose@unesco.org)

### DECEMBRE

1<sup>er</sup>-3

Colloque sur les politiques publiques en matière de recherche et d'enseignement supérieur, intitulé « Savoir, accès à l'enseignement et gouvernance : stratégies pour le changement » • Organisé par UNESCO Paris • Paris, France • Contact : Maria Lindqvist, UNESCO Paris, [m.lindqvist@unesco.org](mailto:m.lindqvist@unesco.org)

2-4

Deuxième consultation mondiale sur l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction • Organisé par le Réseau inter-agences d'éducation d'urgence (INEE) • Le Cap, Afrique du Sud  
Contact : Beverly Roberts, UNESCO Paris, [b.roberts@unesco.org](mailto:b.roberts@unesco.org)

6-8

Quatrième Conférence internationale des ministres et des hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS IV) • Organisé par l'UNESCO • Athènes, Grèce  
Contact : Marcellin Dally, UNESCO Paris, [m.dally@unesco.org](mailto:m.dally@unesco.org)

6-10

Atelier régional pour l'instauration d'un dialogue entre chercheurs et enseignants des sciences en Asie et dans le Pacifique • Organisé par l'UNESCO et l'Association chinoise pour la science et la technologie Shanghai, Chine • Contact : Orlando Hall-Rose, UNESCO Paris, [o.hall-rose@unesco.org](mailto:o.hall-rose@unesco.org)

9-11

Réunion annuelle de la Consultation collective des ONG sur l'Éducation pour tous (CCONG/EPT) • Organisé par l'UNESCO • Beyrouth, Liban  
Contact : Fabiana Chianese, UNESCO Paris, [ccngo.efa@unesco.org](mailto:ccngo.efa@unesco.org)

### JANVIER

10-15

Troisième réunion du groupe intergouvernemental d'experts sur l'avant-projet de convention internationale contre le dopage sportif Organisé par l'UNESCO • Paris, France  
Contact : Kevin Thompson, UNESCO Paris, [k.thompson@unesco.org](mailto:k.thompson@unesco.org)

● **Manual on Rights-based Education.** Facile d'accès, ce manuel montre en quoi les normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme sont liées à l'éducation. Il présente les principaux droits des enfants, des parents et des pouvoirs publics, ainsi que les obligations correspondantes, en particulier celles des pouvoirs publics, dont le respect conditionne l'existence des droits de l'homme. Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à Bangkok : [www.unescobkk.org](http://www.unescobkk.org) ; e-mail : [bangkok@unesco.org](mailto:bangkok@unesco.org).



● **Programmes phares de l'EPT.** Cette brochure décrit les neuf programmes phares de l'Education pour tous. Mis en place à la suite du Forum mondial sur l'éducation en 2000, les programmes phares se concentrent sur les grandes questions de l'éducation qui nécessitent des efforts particuliers de coopération. Ils traitent aussi des partenariats, des pôles de décision et de l'articulation entre les programmes nationaux et internationaux. E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org).

● **Education, Conflict and Social Cohesion**, sous la direction de Sobhi Tawil et Alexandra Harley. L'enseignement risque-t-il de contribuer au déclenchement de conflits identitaires ? Peut-il au contraire contribuer à la reconstruction de la société ? L'ouvrage étudie ces questions et bien d'autres pour des contextes aussi divers que la Bosnie-Herzégovine, le Guatemala, le Liban, le Mozambique, l'Irlande du Nord et le Sri Lanka. Publié par le Bureau international d'éducation de l'UNESCO. Prix : 23,80 euros. Disponible aux éditions UNESCO : [www.upo.unesco.org](http://www.upo.unesco.org).

● **Outils d'information pour la préparation et le suivi des plans de l'éducation**, de Lucy Carrizo, Claude Sauvageot et Nicole Bella. Un bon système d'information est essentiel pour l'organisation, la gestion et le suivi des systèmes éducatifs. Ce guide pratique présente les objectifs d'un système de gestion de l'éducation assistée par ordinateur (EMIS). Il constitue le cinquième titre de la collection Politiques et stratégies d'éducation, publiée par l'UNESCO. E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org).

● **Selected Readings on Sector-wide Approaches and Education**, de Kaviraj Appadu et Nathalie Frédéric. Tout le monde en convient, de nouveaux types de partenariats sont nécessaires pour rendre plus efficaces les aides allouées à l'éducation. Ce document propose une bibliographie sur des approches sectorielles élargies appliquées à l'éducation, exemple parmi d'autres de ces partenariats nouveaux. Il est publié par l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation : [www.unesco.org/iiep](http://www.unesco.org/iiep) ; e-mail : [f.du-pouget@iiep.unesco.org](mailto:f.du-pouget@iiep.unesco.org).

● **Rapport de la cinquième réunion ministérielle des pays de l'E-9**, qui s'est tenue du 19 au 21 décembre 2003 au Caire, en Egypte. Ce rapport de 50 pages contient les principaux discours prononcés lors de la réunion, les documents de travail et la déclaration du Caire, adoptée à cette occasion. E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org).

● **Promouvoir l'éducation de base pour les femmes et les filles : quatre études de cas en Afrique**, de Pai Obanya. Ce document présente les mesures audacieuses prises par quatre pays africains (Burkina Faso, Ethiopie, Mozambique et Swaziland) pour faire face à leurs problèmes spécifiques en matière d'éducation des filles et des femmes. Il souligne également les immenses difficultés que rencontrent ces pays pour parvenir à l'égalité entre les sexes dans l'enseignement. E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org).

● **Planning National Education Stakeholder Consultations.** Ce guide, publié par le bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes, établi à la Jamaïque, est destiné à aider les fonctionnaires des ministères de l'Education à convertir les objectifs de l'Education pour tous en mesures concrètes. Il suggère entre autres des stratégies pour obtenir auprès de divers partenaires un large soutien en faveur des plans d'action pour l'EPT. E-mail : [kingston@unesco.org](mailto:kingston@unesco.org).

● **Partage des connaissances.** Publiée par le bureau de l'UNESCO au Maroc, cette brochure décrit les enseignements tirés d'un programme de cinq ans destiné à renforcer les capacités dans la Corne de l'Afrique. Elle montre qu'il est essentiel de créer des structures offrant aux populations rurales un accès aux informations et aux connaissances de base. Egalement disponible en arabe. E-mail : [rabat@unesco.org](mailto:rabat@unesco.org).

● **Perspectives n° 129, dossier sur l'égalité des sexes et l'éducation pour tous.** Cette revue trimestrielle d'éducation comparée traite dans son dernier numéro de l'égalité des sexes dans l'éducation et par l'éducation. Elle présente divers points de vue et plusieurs études de cas portant sur le Cambodge, la Jamaïque, le Malawi et la Roumanie. Elle analyse également la place respective des hommes et des femmes dans la prise de décisions en matière d'enseignement. *Perspectives* est publiée par le Bureau international d'éducation de l'UNESCO : [www.ibe.unesco.org](http://www.ibe.unesco.org) ; e-mail : [b.deluermoz@ibe.unesco.org](mailto:b.deluermoz@ibe.unesco.org).

● **La Décennie pour l'alphabétisation : ses débuts (2003-2004).** Le premier rapport sur la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012) présente les défis à surmonter afin d'atteindre les objectifs définis pour les années à venir. Le rapport affirme que la lutte contre l'analphabétisme doit bénéficier au plus vite de soutiens politiques et financiers accrus, sans quoi les taux d'illettrisme ne seront pas réduits de moitié d'ici à 2015, loin de là. E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org).



● **L'enseignement supérieur dans une société mondialisée, document cadre de l'UNESCO.** Ce texte fait le bilan des problèmes que la mondialisation pose à l'enseignement supérieur mais aussi des possibilités qu'elle lui ouvre. Les documents cadres de l'UNESCO sont destinés à faire connaître la position de l'Organisation sur de grandes questions liées à l'éducation. Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe. E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org).

*L'éducation aujourd'hui* est un bulletin d'information trimestriel consacré aux évolutions actuelles de l'enseignement, aux projets entrepris dans le monde en faveur de l'éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Les articles ne sont pas soumis à la législation sur le droit d'auteur et peuvent être librement reproduits, à condition de mentionner qu'ils proviennent de *L'éducation aujourd'hui*. Rédaction : Anne Müller et Teresa Murtagh • Ont collaboré à ce numéro : Nasseem Ackbarally (p.2), Faruque Alamgir (p.3), Dominique Chouchan (pp.4-7) • Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : Section de traduction, UNESCO, et Corinne Hewlett. Conception graphique : Pilote Corporate. Maquette : Sylvaine Baeyens • Crédits photographiques (couverture) : Berthold Egner ; UNESCO/ASPnet/Karin Hunziker ; UNESCO/Brendan O'Malley ; UNESCO/Georges Malempré ; UNESCO/Spier-Donati.



*L'éducation aujourd'hui*, Bureau exécutif, Secteur de l'éducation, UNESCO • 7, place de Fontenoy • 75352 Paris 07 SP • France  
Tél. : 33 1 45 68 21 27 • Fax : 33 1 45 68 56 26-27 • E-mail : [t.murtagh@unesco.org](mailto:t.murtagh@unesco.org)

Pour en savoir plus : [www.unesco.org/education/fr](http://www.unesco.org/education/fr)  
ISSN : 1814 - 3962